

IPSOS CANADA : REVUE 2025 ET PERSPECTIVES 2026

Après la protestation, l'action.
Le Canada commence à s'attaquer
aux défis économiques posés
par le président Trump.



IPSOS CANADA : REVUE 2025 ET PERSPECTIVES 2026

**Après La Protestation,
L'action. Le Canada Cherche
À Relever Ses Défis
Économiques**

Donald Trump a été une figure marquante de 2025, mais c'est surtout la baisse du moral économique depuis une décennie qui a le plus influencé l'opinion publique canadienne.

L'année 2025 s'est déroulée en deux actes. Le premier a été dominé par les menaces d'annexion de Trump et le deuxième concernait le sang-froid du premier ministre Carney en matière d'initiatives de croissance économique.

Face à Trump, nous avons d'abord adopté une position défensive ou de protestation avant de passer à une approche préconisant l'action axée sur le renforcement de l'économie canadienne.

Pour l'année 2026, il faut s'attendre à ce que de nombreux Canadiens soient encore confrontés à des défis économiques et à des difficultés financières. S'il y a des différences marquées entre les générations, les revenus et les régions, tous les Canadiens souhaitent un retour de l'abordabilité et d'une voie vers la prospérité économique.

Chez Ipsos, nous sommes optimistes en ce qui concerne le soutien actuel de la population au changement et à une meilleure concordance entre les actions du gouvernement et l'opinion publique. Parallèlement, nous nous attendons à des progrès lents et inégaux, et nous ne sommes pas certains que les Canadiens puissent se permettre d'être patients et d'attendre de meilleurs plans pour améliorer leurs perspectives personnelles.

À l'approche de 2026, nous sommes déterminés à aider toutes les organisations à comprendre l'évolution de l'opinion canadienne, et nous continuerons d'aider nos clients à répondre à la question « Et après? » et à relever les défis à venir.

Bonne année 2026.



Sandrine.Lemay@ipsos.com
Vice-présidente principale
Ipsos Canada



Cynthia.Pachovski@ipsos.com
Présidente-directrice générale
Ipsos Canada

Vue d'ensemble

D'un point de vue canadien, Donald J. Trump pourrait très bien être l'homme de l'année 2025. Non pas en raison de sa gentillesse, mais plutôt parce qu'il a joué un rôle central dans le drame politique et économique canadien depuis que l'ancien premier ministre Justin Trudeau a dîné à Mar-a-Lago, en décembre 2024. Le président a depuis menacé la souveraineté du Canada, créé une incertitude économique avec ses tarifs douaniers intermittents et diffusé des messages sévères sur ce qu'il perçoit comme une frontière canadienne poreuse et des dépenses en défense nationale insuffisantes.

Mais ce n'est pas Trump qui a façonné l'opinion publique canadienne. Les graines d'une grande partie de l'opinion d'aujourd'hui ont été semées il y a plus de dix ans, lorsque le moral économique a commencé à baisser. La réaction des Canadiens aux menaces d'annexion et aux tarifs douaniers de Trump, [les changements récents dans le comportement des consommateurs](#) et l'élargissement des fossés génératiellos au pays, tout cela est lié à un long et lent déclin des perspectives de prospérité des Canadiens.

Aujourd'hui, les Canadiens perçoivent le monde surtout à travers le prisme de leur situation financière personnelle, résultat d'années d'incertitude économique croissante et de problèmes d'abordabilité.

C'est une pâtre consolation, mais les Canadiens ne sont pas seuls aux prises avec des préoccupations économiques. En octobre 2025, 37 % des personnes ayant répondu au sondage mondial d'Ipsos [What Worries the World](#) estimaient que l'économie de leur pays était « bonne ». Le Canada (32 %) se situe en dessous de la moyenne mondiale. Les États-Unis (41 %) et l'Australie (50 %) font partie des pays où les gens ont une opinion plus favorable de leur économie que les Canadiens. La Grande-Bretagne (27 %), tout comme le Canada, tire de l'arrière.

Commençons par là où nous avons fini en 2024.

L'an dernier, en conclusion de notre [point de vue de fin d'année](#), nous suggérions que 2025 serait une période de transition plutôt que de résolution. Nous soulignions qu'à la fin de 2024, il y avait peu de signes porteurs d'espoir dans l'opinion publique. Nous ajoutions que, si 2024 avait été une année de perturbation, il s'agissait simplement d'un aperçu de ce qui allait suivre. Les défis économiques, sociaux et politiques n'allait pas s'estomper en 2025, mais plutôt s'intensifier. Et dans un clin d'œil à l'influence du président Trump, nous écrivions que « *le "coup de poing contextuel" de 2025 pourrait bien avoir déjà été porté par l'électorat américain* ».





Le Canada en 2025 : une stratégie de souveraineté par la croissance.

La tendance récente des Canadiens est de blâmer Trump pour tout ce qui nous afflige. Toutefois, l'angoisse économique que ressentent aujourd'hui les Canadiens, qui sont d'accord dans une proportion de 6 sur 10 pour dire qu'il y aura une récession au pays, remonte à plus d'une décennie.

Si les Canadiens sont solidaires dans leur refus que le pays devienne le 51^e État américain, ils ne le sont pas d'un point de vue économique. Les baby-boomers et les Canadiens à revenu élevé semblent largement à l'abri de la plus grande partie des perturbations économiques. Aujourd'hui, les Canadiens de 18 à 34 ans ont quatre fois plus tendance à être préoccupés par le chômage que ceux de 55 ans. Signe d'un changement de point de vue d'une génération à l'autre, en 2010, les Canadiens plus âgés avaient deux fois plus tendance à être préoccupés par le chômage que les plus jeunes .

Dans la foulée d'un budget fédéral sans précédent et peut-être prohibitif, un paradoxe est apparu. Il semble que les Canadiens veuillent aller de l'avant pour retrouver un passé dont ils se souviennent : un Canada abordable, où le progrès économique paraît possible et où l'avenir est prometteur.

Le pays appuie les efforts visant à investir dans des projets nationaux, à diversifier nos échanges commerciaux et à accroître les dépenses

consacrées à la défense nationale, le tout dans le but de renforcer l'économie du Canada. [Les Canadiens appuient même les déficits et l'augmentation de la dette du Canada](#) – du moins pour le moment.

Le temps dira si l'appui se maintient ou s'il s'estompe sous le poids des conflits régionaux, du « pas dans ma cour » et de la patience des Canadiens – dont l'appui repose non pas sur leur allégeance politique, mais sur la taille de leur compte en banque.

Premier acte de 2025 : « Trump a tout changé. »

Ce titre aurait pu être à propos si l'année s'était terminée le 1^{er} juin 2025.

En effet, à la mi-mai, une fois passés le « jour de la libération » de Trump et les élections canadiennes, l'attention du président s'est portée ailleurs, et son emprise sur la psyché canadienne a commencé à se relâcher. Avant cela, Trump avait dominé l'environnement public canadien. Ce n'étaient pas seulement les médias d'information et les balados qui rendaient compte de ses déclarations, c'était tout Trump, tout le temps, dans nos lieux de travail, dans nos cuisines et pendant nos élections fédérales. L'expression « coudes levés » est devenue un cri de ralliement anti-américain, une plateforme électorale et un moyen commun pour les Canadiens de manifester leur fierté renouvelée et leur mécontentement à l'égard du président.

Le fait que Trump pense que le Canada ferait un beau 51^e État effrayait autant les Canadiens qu'il les mettait en colère. Au-delà du manque de respect perçu, les Canadiens savaient qu'une économie fragile, des infrastructures civiles et sociales loin d'être adéquates et une faible cohésion sociale (entre les régions et les générations) nous rendaient vulnérables face à lui.

La bienveillance des États-Unis, nous la tenions pour acquise depuis longtemps et cela, combiné à la conviction que « le Canada est de retour », l'emportait sur nos frustrations économiques. La fierté canadienne était en déclin bien avant 2025, érodée par la dégradation des programmes, des politiques et des promesses – des soins de santé à l'immigration en passant par le rêve d'accès à la propriété – qui formaient autrefois le cœur de notre identité nationale.

Non seulement Trump a fait du tournoi de hockey des 4 Nations une question de fierté canadienne, mais sa seule présence a influencé les résultats des élections de 2025; au lieu d'une victoire écrasante prévue de longue date des conservateurs de Pierre Poilievre, c'est à une victoire serrée du Parti libéral du nouveau chef Mark Carney que nous avons assisté.

McDavid snaps overtime winner as Canada trumps United States in 4 Nations Face-Off final

'This was a win for 40-plus million people,' says Canadian coach Jon Cooper

 Joshua Clipperton - The Canadian Press - Posted: Feb 20, 2025 11:29 PM EST | Last Updated: February 21



Au hockey, la Confrontation des 4 nations a été pour la LHN une expérience visant à évaluer l'intérêt des amateurs pour les événements de mi-saison. C'était un tournoi pour rien, une solution de rechange à un match des étoiles. Mais, dans le contexte de la reconnaissance par Trump de la souveraineté du Canada, c'est devenu une preuve que le Canada peut jouer « coude levé » et gagner. Comme en témoignent les quelque six millions de téléspectateurs qui ont regardé le match de championnat au Canada, le tournoi a connu une popularité extraordinaire.

Si la question de l'abordabilité a été l'enjeu dominant des élections, la présence de Donald Trump a été une puissante vague de fond. Son caractère imprévisible a grandement incité de nombreux électeurs, en particulier les Canadiens plus âgés, à rechercher la stabilité offerte par M. Carney.

En somme, les faiblesses du Canada nous ont rendus beaucoup plus vulnérables aux propositions d'annexion de Trump. Et même si nous insistons fortement sur le message de protestation « coude levé », les points de vue des jeunes Canadiens laissent croire à une fissure dans le consensus. Leur ouverture surprenante aux propositions du président a ouvert la porte à une question embarrassante : *Pourquoi le Canada ne ferait-il pas partie des États-Unis?*

Les Canadiens reconnaissent la nécessité d'agir rapidement pour réaffirmer notre identité canadienne. Le premier ministre Carney a répondu en fixant des échéances ambitieuses pour le libre-échange interprovincial (1^{er} juillet 2025) et un accord entre le Canada et les États-Unis (1^{er} août 2025). Mais ces échéances sont passées, et l'année n'a pas pris fin à mi-parcours.

Deuxième acte : « Il y a du travail à faire et cela prendra du temps. »

Tel pourrait être le titre de ce paragraphe si nous regardions seulement la période du 1^{er} juin au 4 novembre, date du dépôt du budget du gouvernement fédéral.

Il indique de manière claire que M. Carney se détache de son prédécesseur. Nous ne partons plus du principe que l'économie canadienne est prospère et que l'objectif principal est de répartir la richesse plus équitablement. Nous ne croyons plus que l'augmentation de l'immigration stimulera l'économie. (En fait, le budget fédéral expose le plan du gouvernement pour ralentir l'immigration comme moyen de réduire la demande de logements et la pression sur les services.) Nous ne croyons plus aux initiatives de réduction des émissions de carbone, même au détriment de la croissance économique.

Le président Trump penché sur son épaule, le premier ministre Carney a choisi une voie très différente. Il a exposé une vision selon laquelle le Canada n'est pas une terre d'abondance actuelle, mais recèle un immense potentiel. Ce potentiel dépend toutefois de deux conditions : des politiques visant à agrandir la tarte économique (un effort concerté pour accroître les investissements et élargir le commerce à l'extérieur des États-Unis) et la volonté des Canadiens d'accepter que la réussite passe par des sacrifices.

Il y a lieu d'espérer (pour les Canadiens) et de promettre (pour nos dirigeants) que, plus tard (pour mélanger les métaphores), cette plus grande tarte fera le bonheur et assurera la prospérité de tous les Canadiens.

Le président Trump a peut-être provoqué ce changement de point de vue en menaçant l'indépendance du Canada, mais les impressions de longue date en ce qui concerne le retard du pays sur le plan financier ont fourni plus qu'assez de motifs au premier ministre Carney pour en profiter pour changer le programme canadien.

M. Carney est passé d'une attitude défensive pendant le premier semestre de 2025 à une approche prônant l'action au deuxième semestre. Il semble s'être donné la mission personnelle de faire du Canada un chef de file économique qui peut soutenir la concurrence et gagner. Il mise sur l'économie avant tout, veut établir des principes fondamentaux solides et propose un programme d'avenir en accord avec les [points de vue actuels des Canadiens](#).

Toutefois, faire du Canada un pays où tout est plus abordable, des logements aux produits d'épicerie, cela peut exiger plus de temps que ce que peuvent se permettre de nombreux Canadiens.

Un [rapport de Statistique Canada](#) soulignait que « le PIB réel par habitant a diminué [...] et s'établit actuellement près des niveaux observés en 2017 [...] », ce qui équivaut à une baisse d'environ 4 200 \$ par personne. Pour revenir à la tendance d'avant la pandémie au cours de la prochaine décennie, le PIB par habitant doit croître à un taux annuel moyen de 1,7 % par année. Une croissance par habitant de cette ampleur est ambitieuse et s'écarte nettement des tendances récentes. »

67 % ▼-9
D'accord

2019 : 76 % d'accord

Je suis très fier de mon pays.

Même avec le regain du patriotisme sous l'influence de Trump, la fierté canadienne n'est pas revenue aux niveaux prépandémiques.

76 % ▲+3
D'accord

2019 : 73 % d'accord

Je préfère acheter des produits de ce pays plutôt que des produits de l'étranger.

Malgré tous les discours sur le fait que Trump change l'opinion des Canadiens, le désir d'acheter ce qui est fait au pays est en grande partie stable par rapport à avant la pandémie.

En ce qui concerne l'opinion publique, nous avons observé un déclin encore plus marqué du sentiment. Un déclin qui remonte aussi loin que le quatrième trimestre de 2010. Chaque mois, nous demandons aux Canadiens s'ils croient que leurs perspectives économiques seront meilleures ou moins bonnes au cours des six prochains mois. Il y a 15 ans, au troisième trimestre, la proportion était de +30 %, c'est-à-dire que 30 % de plus de Canadiens indiquaient que leurs perspectives étaient meilleures que moins bonnes. Au troisième trimestre de 2025, seulement +7 % des Canadiens étaient de cet avis.

Le président Trump n'a pas créé le désespoir économique que ressentent les Canadiens. Cependant, il semble leur avoir ouvert les yeux et leur avoir insufflé un sentiment d'urgence.

Avant Trump 2.0, les Canadiens acceptaient presque l'idée que le sort économique de notre pays et le leur n'étaient pas formidables et se demandaient à quoi s'attendre. Trump a changé la donne et nous ne semblons plus disposés à accepter ce sort.

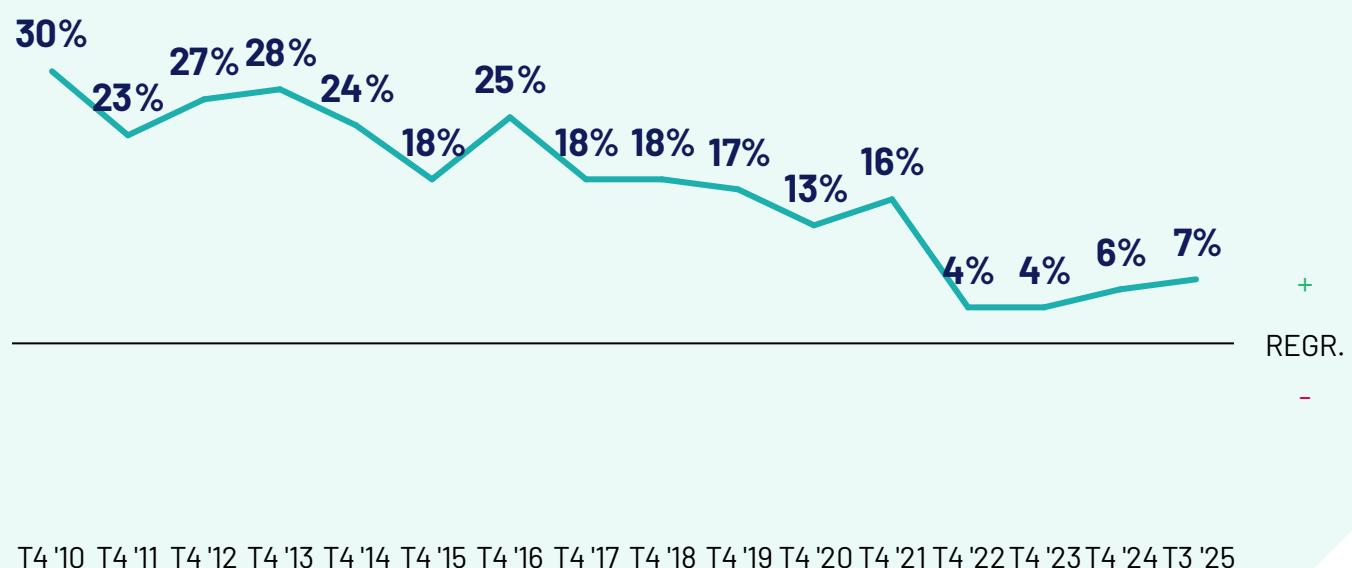
Plus important encore, Trump a poussé les dirigeants canadiens à agir. Avant 2025, ils semblaient ignorer le déclin du sentiment des Canadiens ou l'utiliser comme un argument pour atteindre leurs objectifs politiques. En 2023 et 2024, les Canadiens étaient préoccupés par l'inflation postpandémique, et nos dirigeants nous disaient que la situation était temporaire. N'eût été Trump, une grande partie de ce qui est maintenant considéré comme un progrès vers la prospérité à long terme (accords commerciaux, projets nationaux, coopération interprovinciale, dépenses de défense) pourrait être restée à l'état de vagues projets.

Carney et le Canada réussiront-ils avec cette nouvelle approche? Les Canadiens peuvent-ils se permettre d'être patients? Avec un gouvernement libéral minoritaire, il est certain que leur patience sera mise à l'épreuve plus tôt que tard.

Une baisse constante des attentes à court terme en matière d'amélioration des finances personnelles depuis 2010

Attentes en matière de finances personnelles sur 6 mois

(REGR. = % meilleures moins % moins bonnes)





Que réserve l'année 2026?

L'an dernier, nous observions que l'opinion publique était tout sauf porteuse d'espoir. L'humeur change cette année. Une combinaison de facteurs (le soutien aux changements de politique, un nouveau premier ministre, des conversations plus posées avec nos voisins du Sud et une meilleure concordance entre l'opinion publique et les actions de nos dirigeants) a créé un environnement public plus porteur d'espoir, mais pas encore positif.

Nous nous attendons toujours à ce que 2026 soit marquée par une opinion publique volatile, en porte à faux et changeante. Les publicités mettant en vedette Ronald Reagan diffusées pendant la Série mondiale ont montré à quelle vitesse les choses peuvent passer du calme au chaos.

Comme nous le disions l'an dernier, « tenez-vous bien » – les défis continueront de présenter autant d'occasions.

Nous avons observé un léger redressement du moral économique – de terrible à mauvais –, mais c'était surtout le cas au printemps 2025. Depuis lors, les Canadiens sont en attente, ils cherchent les signaux positifs dans leur compte bancaire ou au comptoir-caisse, mais moins dans les paroles des politiciens et des chefs d'entreprise.

Nous nous attendons à voir les citoyens et les consommateurs adopter une vision du monde de plus en plus à court terme. Qu'il s'agisse d'effectuer un achat ou d'évaluer une action du gouvernement, ils se demanderont ce que cela signifie pour eux aujourd'hui.

Ils chercheront des preuves concrètes qu'il existe véritablement une voie vers leur propre prospérité économique. Bien sûr, leur situation économique personnelle, leur âge et leur lieu de résidence influenceront leurs points de vue et la mesure de leur patience.

Les dirigeants qui cherchent à tisser des liens avec les Canadiens en mettant l'accent sur l'amélioration de la situation nationale rateront la cible. Les enjeux régionaux (conflit avec les médecins au Québec, oléoducs en Alberta, fermetures dans le secteur de l'automobile en Ontario), les statistiques sur la criminalité locale et l'abordabilité des produits de la vie courante sont les indicateurs clés auxquels les Canadiens réagiront.

Voici des enjeux qui devraient avoir une incidence sur les Canadiens, les gouvernements et les entreprises en 2026 et ultérieurement, selon leur potentiel d'influencer l'opinion publique.

Économie

Il n'y a pas de raccourcis vers la croissance économique ou l'amélioration du moral des consommateurs. La réalité de 2026 est peut-être beaucoup plus difficile, l'incertitude étant la seule chose certaine. Nous sommes confrontés à une menace réelle d'une reprise économique mais sans création d'emplois, où l'IA et la technologie sont à l'origine de cette croissance économique. Et même dans le meilleur des cas, où la croissance macro-économique et la croissance de l'emploi vont de pair, il faudra du temps aux Canadiens pour percevoir une différence. En raison de ce décalage, à mesure que de plus en plus de gens rejoindront les « démunis » et que le pouvoir d'achat continuera de diminuer, l'« économie » deviendra une notion moins abstraite et encore plus un enjeu personnel pour les Canadiens. Comme nous [l'indiquions récemment](#), la question du coût ne limite pas seulement les décisions d'achat des gens, elle influence aussi leur perception des enjeux sociaux et politiques. L'immigration et la lutte contre les changements climatiques en sont deux exemples. La majorité des Canadiens appuyaient fortement ces deux enjeux, mais cet appui fléchit, car les Canadiens les considèrent maintenant à travers leurs propres défis en matière d'abordabilité. En ce qui concerne

l'avenir, il est probable que non seulement la fracture économique entre les générations augmentera, mais qu'elle perdurera et deviendra [l'un des principaux moteurs de la polarisation sociale et politique](#).

Générations

Les fossés générationnels, une fois ancrés dans les expériences économiques, seront de plus en plus liés à [nos valeurs et à notre vision de la vie](#).

Les générations qui se sentent menacées sur le plan économique peuvent en même temps être ciblées par un soutien du revenu, ou un chèque envoyé au bon moment avant des élections. Mais combler les fossés générationnels d'aujourd'hui (p. ex. retraite confortable, accession à la propriété, recherche d'un emploi de premier échelon) nécessitera des changements structurels – de nouvelles politiques et des projets nationaux qui s'échelonneront inévitablement sur des années, et non des mois.

La majorité des baby-boomers canadiens prendront leur retraite d'ici 2030, et nous continuerons d'assister à l'arrivée de dirigeants plus jeunes. Nous nous attendons à ce que ces jeunes dirigeants s'entierrent aux priorités de leur génération, peut-être aux dépens des autres.



Les soins de santé, par exemple, pourraient se concentrer davantage sur la prévention, la santé mentale et la prestation de services au moyen de la technologie, et ce, aux dépens des soins de courte durée, des soins hospitaliers et/ou des soins aux aînés, ce qui créerait des tensions puisque les Canadiens plus âgés et plus riches cherchent des moyens d'utiliser leur richesse pour préserver leur santé.

Ce fossé entre les générations peut nuire à tout progrès. Un Canada qui n'est pas perçu comme travaillant tant dans l'intérêt des citoyens plus jeunes que dans celui des plus âgés subira une pression politique et économique constante pour réagir dans des directions différentes. Le retour à l'époque où les jeunes Canadiens « respectent leurs aînés » et les Canadiens plus âgés disent que « les jeunes sont notre avenir » prendra du temps et exigera un effort concerté pour favoriser le dialogue et la compréhension.

Technologie et IA

Il s'agit peut-être du problème où le décalage entre les dirigeants et la population est le plus grand. Les dirigeants des secteurs privé et public comptent beaucoup sur l'IA et la technologie pour assurer l'efficacité et la croissance. En revanche, la population se méfie de la technologie et de l'IA, est préoccupée par la perte d'emplois, de vie privée et de sa capacité à suivre le rythme du changement. D'un point de vue générationnel, l'adoption de l'IA par les jeunes Canadiens sera une arme à double tranchant. Cela leur procurera des avantages sur le marché du travail, mais cela pourrait aussi diminuer le nombre de possibilités d'emploi de premier échelon.

Immigration

Le Canada a ralenti l'admission de nouveaux arrivants, après avoir atteint des niveaux records. La réduction du nombre d'étudiants étrangers nécessitera une restructuration de certains établissements d'enseignement postsecondaire. Toutefois, la plupart des Canadiens surveilleront surtout les seuils d'immigration en général, car les difficultés perçues sont liées au manque de logements abordables, aux pressions sur les systèmes de santé et d'éducation, au marché du travail, etc. La situation pourrait se détériorer si le chômage augmentait.

Les gouvernements et les entreprises peuvent garder le silence de façon stratégique à propos de certains enjeux, mais ils devront éventuellement établir le bien-fondé d'une immigration continue et accrue pour contrer la faible croissance démographique et stimuler la croissance économique.

63 % ▲+19
D'accord

2019 : 44 % d'accord

Il y a trop d'immigrants dans mon pays.

Le changement de point de vue sur l'immigration n'a rien à voir avec Trump, mais tout à voir avec l'absence de plans (logement, santé, éducation) pour faire face à l'augmentation substantielle des seuils d'immigration.

Soins de santé

Comme dans le cas de l'économie, les perspectives en matière de soins de santé pour 2026 ne sont pas trop optimistes. Même s'il s'agit d'une grande préoccupation des Canadiens et d'un service public que moins de la moitié des Canadiens jugent bon ou très bon.

Le dernier budget fédéral prévoyait 5 milliards de dollars sur 3 ans pour la création d'un fonds pour les infrastructures de santé afin d'aider à moderniser des bâtiments vieillissants. En outre, la question a reçu peu d'attention de la part du gouvernement fédéral, et les provinces semblent être laissées à elles-mêmes pour modifier le système afin de mieux servir une population vieillissante et de répondre aux nouvelles attentes des jeunes Canadiens. Les préoccupations à l'égard des soins de santé sont devenues systémiques et les budgets et les mesures des provinces ne seront probablement pas assez novateurs ni assez rapides pour répondre aux besoins des Canadiens.



Pour combler le vide, il faudrait que le secteur privé joue un rôle accru et que la technologie soit davantage utilisée. La priorité des nouveaux services devrait être les soins de santé mentale. À cet égard, les Canadiens plus jeunes, férus de technologie, pourraient ouvrir la voie, et de nouveaux écarts dans la prestation des services pourraient émerger, les Canadiens plus jeunes retirant davantage du système que les Canadiens plus âgés. Inversement, le pouvoir économique des Canadiens plus âgés pourrait faire des soins de santé un autre aspect du Canada que les jeunes Canadiens estiment ne pas fonctionner pour eux. Peu importe l'avenir des soins de santé, il semble que la question [divise au lieu de fédérer.](#)

Géopolitique

Alors que le Canada cherche à diversifier ses partenariats commerciaux et que les Canadiens se détournent des États-Unis comme destination de voyage, la diversité de la population canadienne devrait se refléter dans nos actions. Les négociations tarifaires sectorielles et de l'ACEUM feront en sorte que les entreprises présentes au Canada et les médias demeureront centrés sur les États-Unis. Mais l'effort en vue d'accroître le commerce entre le Canada et des partenaires non américains signifiera que tout le Canada s'intéressera davantage aux nouvelles sociales et politiques des autres pays. Le Canada ne sera pas le seul à élargir sa vision mondiale. [Il y a un changement dans la façon dont le monde voit les États-Unis.](#) et tous les pays adopteront une perspective plus globale.

Politiques intérieures

Trump et le commerce peuvent créer de l'incertitude à l'échelle mondiale, mais au Canada, ce sont les

gouvernements provinciaux qui le feront, et l'unité nationale pourrait figurer à l'ordre du jour. L'Alberta souhaite que son oléoduc traverse la Colombie-Britannique (jusqu'à présent contre son gré) pour se rendre jusqu'à l'océan. L'Ontario ne trouvera pas le repos tant que l'avenir du secteur de l'automobile ne sera pas assuré. Il y aura des élections provinciales au Québec en octobre 2026, et les sondages actuels montrent que le Parti Québécois séparatiste est susceptible de former un gouvernement majoritaire et de tenir un référendum sur la souveraineté du Québec.

Il est possible qu'il y ait des heurts entre les provinces, que certaines menacent de partir et que d'autres cherchent le meilleur accord possible, pendant que Donald Trump continue de songer à la possibilité que le Canada devienne le 51^e État.

Enfin, les points de vue des peuples autochtones du Canada percoleront jusqu'en 2026. S'ils ne sont pas de véritables partenaires du progrès, leurs points de vue et leurs demandes dans le cadre des projets nationaux visant à diversifier l'économie canadienne pourraient rendre les progrès plus difficiles à réaliser et les retombées, moins certaines.

Criminalité

La plupart des crimes découlent du désespoir économique. Et même si la criminalité est généralement un enjeu local (c'est-à-dire que la police est proche des gens et que les nouvelles locales font la une des journaux), elle semble devenir une préoccupation nationale. Par conséquent, il faut s'attendre à une pression croissante sur le gouvernement fédéral pour qu'il agisse.



2019 : 76 % d'accord

Nous nous dirigeons vers une catastrophe environnementale si nous ne changeons pas rapidement nos habitudes.

Même si une majorité de Canadiens sont toujours d'accord, la pression pour en faire un mandat principal du pays ou du gouvernement a fléchi depuis la pandémie.



2019 : 84 % d'accord

Il est possible pour une marque de soutenir une bonne cause tout en gagnant de l'argent.

La discussion sur la durabilité est peut-être en sourdine, mais les Canadiens croient encore que la conscience sociale et le succès commercial peuvent coexister.

Environnement

Une rupture définira l'action climatique en 2026. Si la majorité des Canadiens (71 %) croient que nous nous dirigeons vers une catastrophe environnementale, la question a été mise en veilleuse, l'urgence publique et politique pour agir diminuant face à des préoccupations plus immédiates.

Les feux de forêt deviennent des événements annuels, et les gouvernements seront touchés politiquement par les populations qui en sont victimes.

Les phénomènes météorologiques continueront d'avoir des répercussions sur les secteurs des assurances et des banques. Du point de vue du gouvernement, les graves dommages causés par les tempêtes entraînent des coûts imprévus, qu'il s'agisse de reconstruire et de réparer les dommages ou de jeter le blâme sur les personnes qui n'ont pas pris les mesures nécessaires pour limiter les dégâts. Les coûts imprévus et le blâme sont deux facteurs qui font dérailler les plans du gouvernement. Il est raisonnable de dire que, dans le contexte économique actuel, il sera moins question de contrer le réchauffement de la planète, mais davantage de savoir qui paiera et comment en cas de dégâts.

Quel est votre plan pour 2026?

L'an dernier, nous pensions que 2025 serait la première année véritablement postpandémique. Nous entendions par là que l'ombre économique et sociale de la pandémie serait largement derrière nous et que nous irions de l'avant.

L'année 2026 est un peu comme le nouveau départ d'une vieille histoire. Le discours sur le déclin économique est familier, mais ce qui est nouveau, c'est que le Canada ne peut plus ignorer ses défis – de la productivité au commerce, en passant par la sécurité, l'immigration et la santé – si nous voulons aller de l'avant. Ce « réveil » est à la fois intimidant et rafraîchissant. Nous pouvons au moins remercier le président Trump de nous avoir fait admettre que nous avions quelques problèmes à régler.

Le Canada et les Canadiens ne restent pas les bras croisés. La progression ne sera pas linéaire. Il y aura des hauts et des bas en 2026. Ce sera le cas pour les gouvernements, les entreprises et les particuliers.

Depuis le début de l'année, le ton agressif et les protestations sont devenus modérés et prudents, mais l'optimisme fait encore défaut. Nous prévoyons une progression plus lente en 2026.



Ipsos Prospective

Dans l'environnement complexe que nous venons de décrire, la réussite exige plus que des données; elle exige de la clarté. Chez Ipsos, c'est notre mission principale. Nous associons des décennies de données inégalées sur les consommateurs et les citoyens à une IA exclusive, le tout exploité par les équipes les plus talentueuses du secteur. Nous ne fournissons pas seulement des renseignements, mais aussi une prospective.

C'est pourquoi la première question que nous nous posons à l'égard de tout engagement est la suivante : « Que savons-nous déjà qui peut aider? »

En 2026, comme chaque année, ce point de départ constitue notre engagement indéfectible à faire en sorte que vous ne réagissiez pas seulement au présent (ou au président), mais que vous soyez prêts à ce qui s'en vient.

Personnes-ressources



Sandrine Lemay

Vice-présidente principale
Ipsos Canada

Sandrine.Lemay@ipsos.com



Cynthia Pachovski

Présidente-directrice générale
Ipsos Canada

Cynthia.Pachovski@ipsos.com

MERCI